

La France va-t-elle suivre le modèle allemand

et transformer ses chômeurs en travailleurs pauvres ?

Rachel Knaebel, *Bastamag*, 20 juin 2017

Après les lois Macron, Rebsamen et El-Khomri sous le précédent quinquennat, le gouvernement d'Edouard Philippe prépare une réforme encore plus profonde du droit du travail, précédant une remise à plat de l'assurance chômage. Ce big bang annoncé a un modèle : les réformes « Hartz », engagées en Allemagne au début des années 2000, aujourd'hui parées de toutes les vertus par de nombreux commentateurs avec, en apparence, l'un des taux de chômage les plus bas d'Europe. La réalité des chiffres montrent au contraire que ces réformes du marché du travail n'ont pas radicalement réduit le chômage et la sous-activité et, surtout, ont provoqué une explosion des travailleurs pauvres, dont le nombre est l'un des plus élevés d'Europe.

Emmanuel Macron et son gouvernement vont désormais entrer dans le vif du sujet : s'atteler à des « réformes structurelles », notamment celle du « marché du travail », qui serait une condition indispensable à la baisse du chômage. Le gouvernement français emboîte ainsi le pas à son voisin allemand. Le taux de chômage en Allemagne s'élevait, il y a quinze ans, à 10,5 % [selon l'agence allemande pour l'emploi](#). La première réforme du marché du travail allemand – la loi dite Hartz, du nom de Peter Hartz, ancien DRH de Volkswagen qui a dirigé la commission qui a concocté ces réformes sous le gouvernement du social-démocrate Gerhard Schröder – entre alors en vigueur. Trois autres réformes ont suivi : elles se sont attaquées à l'assurance chômage, en réduisant la durée d'allocation et en renforçant les contrôles et la surveillance des chômeurs, et ont ouvert grand la porte au développement des emplois à bas-salaire.

Après avoir atteint un record, plus de 11,5 % et 4,9 millions de chômeurs en 2005, le chômage allemand commence finalement à diminuer. Il [passe sous des 10 %](#) deux ans plus tard. Depuis, les chiffres sont en baisse continue. Et l'Allemagne fait figure de modèle de ce côté-ci du Rhin pour tous les politiques, chefs d'entreprise et économistes orthodoxes qui vantent les mérites de la dérégulation du droit du travail pour relancer l'emploi. Mais l'un a-t-il vraiment permis l'autre ? Les chiffres du travail et du chômage allemand sont-ils si bons que ça ?

3,9 % de chômage pour Eurostat, 5,8 % pour l'administration allemande

Selon Eurostat, l'institut de statistiques européen, le taux de chômage allemand est de seulement 3,9 % depuis le début de l'année 2017. Le chiffre fait évidemment rêver chômeurs et politiques en France où le chômage est deux fois plus élevé, à [9,5 % en avril 2017](#). Premier hic : le taux de chômage allemand donné par Eurostat est largement inférieur à celui établi par... l'Agence allemande pour l'emploi. Selon les chiffres de l'administration allemande, ce taux de chômage [s'élevait à 5,8% en avril 2017](#). C'est près de deux points de pourcentage de différence avec le taux d'Eurostat !

« Les chiffres du chômage de l'Agence allemande pour l'emploi et ceux d'Eurostat sont différents parce que leur définition du chômage est différente, explique Alexander Herzog-Stein, économiste à l'institut d'analyses économiques IMK de la fondation allemande Hans-Böckler. La définition utilisée par Eurostat est celle de l'Organisation internationale du travail (OIT), pour qui un emploi commence à partir d'une heure de travail par semaine. »

Pour le Pôle emploi allemand, au contraire, sont considérées comme chômeuses les personnes inscrites au chômage, qui sont disponibles sur le marché du travail, et qui cherchent un emploi d'au moins 15 heures par semaine. *« De plus, les chiffres d'Eurostat sont basés sur un sondage réalisé auprès des travailleurs. Ceux de l'agence allemande pour l'emploi s'appuient sur l'enregistrement des chômeurs auprès de l'administration. »* Le taux de 5,8 % de chômage de l'agence allemande semble donc plus crédible que les 3,9 % d'Eurostat. Et nuance le modèle allemand : il y a 2,5 millions de personnes au chômage. *« Je pense que la statistique du chômage allemande est fiable. D'autant que l'agence pour l'emploi comptabilise aussi la "sous-activité" »*, ajoute l'économiste.

Un chômage réel à 8%

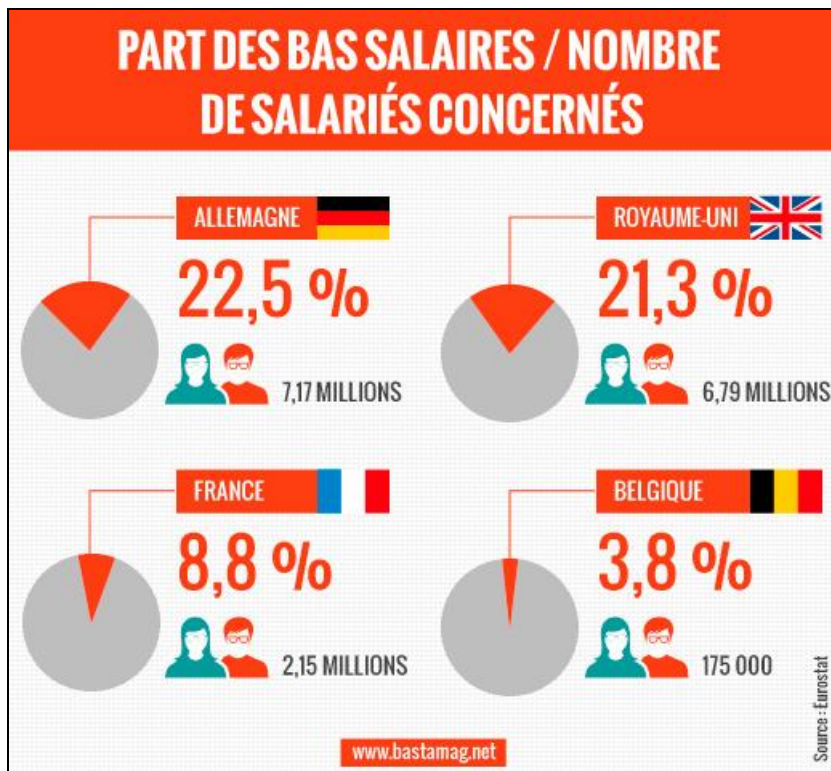
En Allemagne, cette dernière sous-catégorie des chiffres englobe une série de profils, non comptabilisés comme chômeurs mais qui, pour autant, n'ont pas d'emploi. En regardant les chiffres de la « sous-activité », l'image d'un pays presque sans chômeurs en prend encore pour son grade. Le nombre total de personnes considérées comme "sous-occupées", chômeurs compris, s'élève en Allemagne à plus de 3,5 millions (en mai 2017), ce qui fait 7,8 % de la population active. On se rapproche du taux de chômage français. Qui sont ces travailleurs sous-occupés non comptabilisés comme chômeurs ?

Il s'agit par exemple des chômeurs de longue durée de plus de 58 ans. En Allemagne, l'âge légal de départ à la retraite est de 67 ans (avec des possibilités de départ à partir de 63 ans). Mais un chômeur de longue durée de plus de 58 ans est effacé des chiffres officiels du chômage. En mai, ils étaient plus de 160 000 dans ce cas. Ne sont pas comptabilisés, non plus, ceux qui suivent une formation – plus de 170 000 personnes –, de même que les chômeurs qui ont un "job à un euro" : 85 000 personnes occupent ces emplois à temps très partiel et à durée limitée dans les collectivités ou le secteur associatif, payés un euro de l'heure en plus de l'allocation sociale.

Partage du travail mal-rémunéré

« Ils enlèvent tout ce qu'ils peuvent des chiffres du chômage, critique la députée Die Linke (La Gauche) au Bundestag Sabine Zimmermann. Sont aussi éliminés les chômeurs suivis par des firmes privées dans leur recherche d'emploi. On ne peut pas lutter contre le chômage de longue durée avec des faux chiffres ! » Le parti de gauche Die Linke établit chaque mois, et ce depuis bientôt dix ans, ce qu'il appelle *« [les vrais chiffres du chômage](#) »*, en recalculant, à partir des tableaux complexes fournis par l'agence pour l'emploi, le nombre de tous ceux qui en Allemagne, seraient réellement sans emploi.

Au-delà de ce travail de comptabilité, Die Linke critique aussi la rhétorique du « miracle » allemand. *« Die Linke est née de l'opposition aux réformes Hartz du marché du travail. Le gouvernement dit aujourd'hui que ces réformes ont permis de lutter contre le chômage, mais cela s'est fait sur le dos des travailleurs, estime Sabine Zimmermann. Un des objectifs de la politique de Schröder était d'ouvrir le secteur des bas salaires, et il y est parvenu. Le boom prétendu de l'emploi consiste essentiellement en des emplois précaires et des temps partiels. Et le prix payé par les travailleurs est extrêmement élevé. Nous avons aujourd'hui 1,2 million de travailleurs qui doivent en plus faire appel à l'aide sociale, sept millions de travailleurs à bas-salaire, un million de travailleurs intérimaires, et 2,6 millions de personnes qui ont un deuxième emploi. Le volume de travail n'a pas augmenté depuis dix ans. Il a juste été partagé entre plus de personnes. »* [1]



Infographie : Guillaume Seyral / Basta !

Résultat : l'Allemagne affiche l'un des taux de travailleurs pauvres, ceux qui gagnent bien moins qu'un salaire médian, les plus élevés d'Europe, avec 22,5 % contre 8,8% en France. [2]. La moyenne européenne est de 17,4 %.

La mise en place d'un salaire minimum national depuis le 1er janvier 2015, devait contribuer à lutter contre la prolifération des bas-salaire. Son niveau reste très bas, à 8,84 euros bruts de l'heure depuis début 2017, alors que le Smic français s'élève à 9,76 euros bruts. Selon une réponse du gouvernement allemand à une question des députés Die Linke, il faut par exemple gagner aujourd'hui en Allemagne un salaire de 11,85 euros bruts de l'heure pour espérer une retraite minimum de... 804 euros par mois.

L'impact très relatif des réformes Hartz sur le chômage

L'économiste Alexander Herzog-Stein est moins pessimiste. « Dans les dix dernières années, le marché du travail allemand s'est beaucoup amélioré. Le chômage a beaucoup diminué, plaide-t-il. Mais le phénomène reste néanmoins un problème, car nous avons toujours un chômage de longue durée important, et un gros problème de travail précaire et de bas-salaires. Reste qu'avec un taux de chômage bas, il y a plus de marges de manœuvre politiques pour s'attaquer à ces problèmes. »

Le chercheur est en revanche peu convaincu des bienfaits des réformes allemandes du marché du travail. « Je ne pense pas qu'elles aient joué un si grand rôle dans la baisse du chômage. En 2005-2006, le marché du travail allemand a de fait connu un élan. Celui-ci n'a pas été interrompu par la crise de 2008 grâce à la politique menée en Allemagne. Ce n'était pas une politique d'austérité, mais de relance. L'Allemagne a aussi profité économiquement de la crise de la zone euro, c'est certain. En même temps, l'évolution démographique allemande, avec une population en recul, est aussi une raison du taux de chômage plus bas. Ce n'est pas la seule, mais c'est à prendre en compte. »

À quelques mois des élections législatives de septembre 2017, le candidat social-démocrate (SPD) Martin Schulz a tenté de se distancier, dans ses discours, des réformes du marché du travail lancées par le chancelier Schröder et son parti il y a quinze ans. S'il arrive au pouvoir, prendra-t-il de réelles mesures pour lutter contre la précarité dans laquelle se trouvent plongés des millions d'Allemand ? En attendant, la France se prépare à subir des réformes similaires avec l'objectif de réduire le chômage. La proportion de travailleurs pauvres augmentera-t-elle en parallèle ?

Notes

[1] Le nombre de travailleurs intérimaires en Allemagne [n'a jamais été aussi élevé](#) qu'aujourd'hui.

[2] Est considéré comme travailleurs pauvres par Eurostat, ceux qui gagnent moins de 66% du salaire médian, soit moins de 10,5 euros bruts/heure en Allemagne et moins de 10 euros bruts/heure en France, [voir ici](#).